

**RAPPORT N° 2024/2-11  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 28 mars 2024**

**OBJET**

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'IMPLANTATION D'UN CAMION BAR SUR LE PARC DE LOISIRS DE BOIS MADAME A SAINTE MARIE DE MADAME DANY HOARAU « LA CREP' A DANY ».**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

Madame Dany HOARAU, résidant à Sainte-Marie, sollicite auprès de la CINOR le renouvellement de la mise à disposition d'un emplacement localisé sur le parc de loisirs de Bois Madame à Sainte-Marie, pour l'exploitation d'une activité de vente de gaufres, crêpes, sandwiches et boissons dénommée « La crêp à Dany », dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT).

Pour ce qui concerne la redevance mensuelle de l'AOT à conclure, le Conseil de la Communauté a approuvé la grille tarifaire actualisée pour l'occupation du Domaine Public Communautaire par des activités économiques, le 5 avril 2023. Conformément à cette grille, la redevance applicable est de 300 euros par mois pour ce module bar, qui occupe un espace total de 18 m².

L'avis de la Commune de Sainte-Marie a été sollicité et cette dernière a émis un avis. (avis en attente).

Il est à noter que Madame Dany HOARAU reste redevable à ce jour de la somme de 900 € dûe sur ses redevances du 4<sup>e</sup> trimestre de 2023. Le renouvellement de l'AOT à partir du 19 juillet 2024 sera accordé sous réserve de la régularisation de cette situation.

Est joint en annexe de ce rapport, le projet de convention d'occupation précaire du domaine public à conclure avec Madame Dany HOARAU. La durée proposée pour cette convention est d'une année à partir du 19 juillet 2024.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la mise à disposition à Madame Dany HOARAU, d'un emplacement sur le site de loisirs de Bois Madame, en vue de son activité de vente de gaufres, crêpes, sandwiches et boissons pour une durée d'un an sous réserve du paiement de la totalité des redevances d'occupation restant éventuellement dues à l'expiration de la convention en cours.
- Approuver le renouvellement à partir du 19 juillet 2024 sous réserve de la condition précitée de la convention d'occupation précaire du Domaine Public jointe en annexe.
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20240328-BC2024-2-11-DE  
Date de télétransmission : 04/04/2024  
Date de réception préfecture : 04/04/2024

**DECISION N° 2024/2- 11  
du Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 28 mars 2024**

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'IMPLANTATION D'UN CAMION BAR SUR LE PARC  
DE LOISIRS DE BOIS MADAME A SAINTE MARIE DE MADAME DANY HOARAU « LA CREP' A DANY »**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 –  
FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE  
RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'État, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 23 juillet 2014 affaire n° 2014/8-04 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2024/2-11 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver la mise à disposition à Madame Dany HOARAU, d'un emplacement sur le site de loisirs de Bois Madame, en vue de son activité de vente de gaufres, crêpes, sandwiches et boissons pour une durée d'un an sous réserve du paiement de la totalité des redevances d'occupation restant éventuellement dues à l'expiration de la convention en cours.

**ARTICLE 2**

D'approuver le renouvellement à partir du 19 juillet 2024 sous réserve de la condition précitée, de la convention d'occupation précaire du Domaine Public jointe en annexe.

**ARTICLE 3**

D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 13 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 13 Vote pour : 13 Vote contre : 00 Abstention : 00
---

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde 03 AVR 2024

Le Président,  
Maurice GIRONCEL

Le Président,  
Maurice GIRONCEL

